

Déclaration des Maires francophones pour des villes innovantes et solidaires

À un mois du Sommet des Élus locaux pour le Climat à l'Hôtel de Ville, les villes membres du réseau de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) ont adopté aujourd'hui une Déclaration pour des villes innovantes et solidaires lors de l'Assemblée générale de l'AIMF à Tunis, présidée par Anne Hidalgo, Maire de Paris.

« Nous, membres de l'Association Internationale des Maires Francophones, réunis à Tunis pour sa 35ème Assemblée générale, proclamons que la **dignité humaine constitue notre bien commun le plus fondamental et le cœur de notre engagement local.**

Cette conviction essentielle, nous voulons l'affirmer dans une ville qui symbolise l'aspiration d'un peuple à la liberté, et auquel nous voulons exprimer notre solidarité. Nous l'affirmons au moment même où les acteurs de la démocratie et de la transition tunisiennes, à travers le quartet du dialogue national que nous félicitons collectivement, se voient décerner le Prix Nobel de la Paix 2015.

Face aux multiples défis auxquels nos villes sont confrontées, face aux conflits de toutes natures, face à l'exclusion sociale, à la menace climatique et la montée de l'extrémisme, **les maires sont désormais des acteurs incontournables, capables d'apporter des solutions concrètes, pratiques et innovantes**, dans l'esprit de solidarité et de coopération qui animent toutes les villes de l'espace francophone.

Dans cet esprit, nous réaffirmons solennellement que chaque femme et chaque homme de notre planète dispose du droit à la sécurité, à l'intégrité de sa personne et à l'exercice d'un travail qui lui permette de vivre avec dignité, sur le territoire qui est le sien. Chaque enfant a droit à l'éducation et chaque adulte à la formation. Qu'elle se déplace librement ou qu'elle soit contrainte à l'exil, chaque personne a le droit d'être accueillie au sein de nos villes et de recevoir tout le soutien qui lui est nécessaire pour s'assurer une existence digne et libre.

Fidèles à cette résolution, **nous saluons unanimement l'adoption des nouveaux objectifs de développement définis les Nations Unies**, que renforce aujourd'hui la mobilisation précédant la Conférence mondiale sur le climat (COP21) qui aura lieu en décembre prochain à Paris. Ancrée au plus près de nos territoires et au plus proche de nos concitoyens, notre action est menée en

complémentarité avec les organisations internationales et les États, nourrissant des relations privilégiées avec les associations, les entreprises et les fondations philanthropiques.

Notre action collective a un but : relier les questions sociales, migratoires et climatiques dans un seul et même engagement. Nous partageons en effet une conviction profonde et simple : nous, « pouvoirs périphériques » sommes confrontés aux mêmes défis universels, ceux de placer la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et l'injustice au centre de l'action politique, d'affermir la démocratie participative partout où c'est possible, d'accueillir les réfugiés et d'accompagner le développement harmonieux de nos sociétés, dans un souci de protection de l'environnement et de défense de toutes les cultures.

Comme l'ONU et l'Union européenne, qui soutiennent l'AIMF l'ont compris, nous sommes les porteurs de solution aux prises avec les réalités.

Dans le moment décisif que nous vivons, l'AIMF entend incarner le message de rassemblement des villes du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest. **Notre présence très nombreuse au Sommet des élus locaux pour le climat qui se tiendra le 4 décembre, à l'Hôtel de Ville de Paris**, pendant la COP21, poursuit un objectif clair : promouvoir les réseaux de villes internationaux, engagés en faveur de l'inclusion sociale, la solidarité et le partage entre les peuples ».

Contact presse : Mélanie Rigaud / presse@paris.fr / 01.42.76.49.61